

## Burundi : le fief du très contesté président visé par les attaques à la grenade

RFI, 22-06-2015 Nouvelle série d'attaques à la grenade au Burundi Le Burundi vit depuis bientôt deux mois au rythme de la crise née de la décision tré contestée du président Pierre Nkurunziza de se représenter pour la troisième fois à la présidentielle. Après un mois et demi de manifestations, ponctuées de violences qui ont fait quelque 70 morts, selon une ONG locale, le pays semble s'enfoncer encore un peu plus dans la crise, car il fait face à plusieurs séries d'attaques à la grenade.

Après la capitale Bujumbura, vendredi soir, c'est au tour de l'intérieur du pays, essentiellement le nord, de ces attaques à la grenade. Et cette fois, ce sont des civils qui ont été pris pour cible dimanche soir. Ngozi, la province natale et fief du très contesté président burundais Pierre Nkurunziza, a payé le plus lourd tribut : quatre personnes ont été tuées et une trentaine blessées par l'explosion d'une grenade en plein milieu d'une foule compacte qui se trouvait dans un bistrot de bière locale. Presque simultanément, d'autres grenades ont explosé un peu plus loin à Kirundo, faisant un blessé et dans la province de Muyinga, dans le nord-est du pays, mais sans faire de victime cette fois. Enfin, deux policiers ont été blessés, ce lundi matin, par l'explosion de deux grenades dans le quartier de Musaga, dans le sud de la capitale. Le gouvernement burundais a réagi au quart de tour. Sans donner de nom, le responsable de la communication présidentielle, Willy Nyamitwe, parle d'une « campagne de terreur orchestrée par les politiciens et les activistes de la société civile à la tête de l'insurrection » qui a secoué Bujumbura. C'est la rhétorique officielle qui désigne les leaders de la contestation contre le troisième mandat du président Nkurunziza. Le pouvoir les accuse de chercher à saboter les législatives et les communales prévues dans une semaine, mais « ils vont échouer comme cinq ans », a précisé Willy Nyamitwe. « Notre mouvement est et restera pacifique », a rétorqué Jérôme Minarwa, le nom de la plateforme regroupant opposition et société civile contre le troisième mandat. Il soupçonne de son côté un plan conçu par le pouvoir pour en finir une fois pour toutes avec son opposition.